

Les Précaires restent sur le Carreau

**Ces "négociations" Unedic sont un déni de démocratie
Le gouvernement ne doit pas agréer une telle mascarade**

Nous continuons d'occuper le Carreau du Temple.

Les "négociations" se sont terminées à 1h du matin sur un accord inacceptable.

Les conditions mêmes de ces "négociations" sont scandaleuses. Les "partenaires sociaux" ne nous représentent pas (*les chômeurs ne sont pas représentés et il n'y a jamais eu 50% de patrons en France*). Le Medef y est tout puissant : les négociations se déroulent en son siège parisien et les seules propositions discutées sont les siennes. En fait de négociations, ce ne sont qu'interruptions interminables de séance leur permettant des conciliabules de couloirs et des arrangements bilatéraux hors de la salle de négociations, acceptés par tous les syndicats, à l'exception de la CGT, restée, elle, à la table des négociations. Vendredi, les négociations communes n'auront duré, au final, qu'un quart d'heure.

L'accord impose encore une régression des droits de tous les salariés qui cotisent, les chômeurs, les précaires. Quant aux intérimaires ils sont tout simplement sacrifiés. En effet, sous prétexte de "droits rechargeables", l'annexe 4 est vidée de sa substance : 60% des interimaaires voient leurs indemnisations baisser jusqu'à 300€ par mois. La mise en place de ces fameux "droits rechargeables" correspond à un racket des chômeurs, puisque le patronat n'accepte aucune augmentation de ses propres cotisations.

En revanche, les employeurs du spectacle verront, eux, leurs cotisations augmenter... Ce n'est pas étonnant : ils ne sont que très peu représentés par les syndicats patronaux, prétendent "représentatifs" ! La mobilisation a permis que les annexes 8 et 10 des intermittents ne soient pas supprimées. Il sera certainement prétendu que les intermittents sont épargnés, donc privilégiés. Ce ne sera que pour mieux détruire leurs droits, ultérieurement.

Les propositions du comité de suivi sur l'intermittence à l'Assemblée Nationale n'ont jamais été étudiées. Pourtant, celles-ci sont plus justes et moins coûteuses. Mais, le cynisme du patronat est sans limite : ils savent ce qu'ils font, en refusant d'étudier nos propositions, parce qu'elles sont vertueuses et pourraient s'adapter à tous les travailleurs à emplois discontinus.

**Maintenant, nous exigeons que notre gouvernement rejette un tel accord
et établisse de nouvelles conditions de négociations justes, équitables et représentatives.**

Nous sommes déterminés.

Nous avons besoin d'un lieu pérenne pour organiser cette lutte légitime.

Nous appelons tous les chômeurs, précaires, intermittents, intérimaires, avec ou sans papiers, dans toutes les communes, à occuper des lieux publics et à organiser avec nous la riposte.

Contact presse : 06 8336 1953 - 06 8978 3003

*Carreau du Temple
3 rue Dupetit-Thouars - Paris 3^{ème}
M° République ou Temple*